

Article 29 du Règlement

Au cours du débat sur la Confédération, un soir de tapage semblable à celui-ci, un Terre-Neuvien célèbre et très distingué du nom de Gordon Bradley, qui présidait la commission chargée d'étudier l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération ou peut-être son annexion aux États-Unis, a déclaré aux députés assemblés qui chahutaient: «Je rappelle aux députés que, ce soir, les Terre-Neuviens nous regardent et nous écoutent.» Il avait ajouté: «Ils nous surveillent. Ils pèsent tous nos mots. J'avertis les députés que nous mettons parfois leur patience à rude épreuve.»

• (2150)

Je tiens à signaler au député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) que les yeux des Terre-Neuviens étaient rivés sur lui ce soir. Ils le surveillaient. Ils pesaient tous ses mots. Ils voulaient savoir une fois pour toutes si oui ou non le député de Saint-Jean-Ouest était le représentant de Terre-Neuve au Cabinet fédéral ou l'apologiste du gouvernement fédéral à Terre-Neuve. Ce soir, nous savons qu'il est l'apologiste du gouvernement fédéral à Terre-Neuve. Le député ne peut pas compenser la faiblesse de ce qu'il a dit au cours du débat ce soir en criant plus fort que d'habitude.

Je voudrais lire à la Chambre un article qui a été publié dans le *Times Transcript* le 6 décembre dernier. Le voici:

Vendredi à Ottawa, trois associations de pêcheurs de l'Atlantique ont exhorté le gouvernement fédéral à ne pas céder devant la France qui menaçait d'annuler certaines ententes intergouvernementales si le litige relatif à la pêche dans la région de Saint-Pierre et Miquelon n'était pas réglé à sa satisfaction.

Gilles Thériault, directeur exécutif de l'Union des pêcheurs des Maritimes, a rappelé au ministre des Pêches, Thomas Siddon, que le ministre français, Bernard Pons, avait affirmé publiquement que si le conflit relatif aux pêches n'était pas réglé à la satisfaction de son pays, le gouvernement français serait obligé de réviser certaines ententes économiques, culturelles et de collaboration entre les deux gouvernements.

Si la France n'obtenait pas satisfaction, elle menaçait d'annuler éventuellement la visite du premier ministre, Jacques Chirac.

Voilà ce qui était au coeur du problème, à savoir que le premier ministre risquait de perdre la chance d'accueillir le Sommet francophone qui doit se tenir pour la première fois de notre histoire à Québec, en septembre prochain, si le gouvernement canadien tenait bon et défendait jusqu'au bout les intérêts des Terre-Neuviens et des Canadiens de l'Atlantique. Devant pareil risque, le gouvernement a préféré céder, la queue entre les jambes.

J'ai parlé d'un triste spectacle, ce soir. Je suis depuis longtemps la vie politique du député de Saint-Jean-Ouest, sans avoir toujours été d'accord avec lui. Toutefois, j'ai toujours admiré sa vaillance. J'aimerais savoir quel chemin il a parcouru depuis ce matin, lorsqu'il a participé à l'émission de ligne ouverte au poste de radio VPCM de Terre-Neuve, jusqu'à ce qu'il prononce son discours à la Chambre, ce soir. Le député a fait volte-face de façon spectaculaire.

Ce matin en parlant à Terre-Neuve de l'accord qu'il a défendu ce soir, le député a déclaré à la population de Terre-

Neuve au sujet de l'absence de consultations avec le gouvernement de Terre-Neuve, avec le syndicat et avec d'autres provinces de l'Atlantique: «Aucun motif légitime ne peut être invoqué pour expliquer leur absence à cette rencontre, de sorte que je peux parfaitement comprendre pourquoi ils sont irrités et bouleversés». Voilà ce que le député disait ce matin à Terre-Neuve. Qu'a-t-il dit en outre...

M. Forrestall: Qu'a-t-il dit ce soir?

M. Tobin: Le député devrait se taire, écouter et apprendre. Qu'a-t-il dit de plus ce matin? Il a dit: «Mettons simplement que ceux qui sont responsables de cette décision étaient certes indifférents à l'importance que la question pouvait avoir à Terre-Neuve et au Labrador». C'est tout à fait différent de ce que le député de Saint-Jean-Ouest nous a raconté à la Chambre ce soir.

Qu'a-t-il dit d'autre au sujet de cet accord? Se faisant le porte-parole de ses deux collègues conservateurs de Terre-Neuve, qu'a-t-il dit ce matin dans cette province, devant un auditoire différent de celui à qui il s'est adressé ce soir à la Chambre des communes? Qu'a-t-il dit au juste? Eh bien voici ce qu'il a dit: «Comme vous le savez, si nous voulons nous fixer comme objectif d'améliorer les relations fédérales-provinciales, l'une de nos spécialités jusqu'à présent, ce n'est assurément pas de cette façon que nous devons procéder. Soutenir que le caucus de Terre-Neuve, par exemple, est mécontent, c'est vraiment peu dire».

Je voudrais savoir quel placebo, quel genre de pilule salubre, ou encore quel calmant on a bien pu administrer au député de Saint-Jean-Ouest entre 9 heures ce matin, à Terre-Neuve, quand il a défendu les Terre-Neuviens avec véhémence, et ce soir, quand il est apparu à la Chambre comme un ours blessé, brillant à souhait pour cacher derrière tout ce bruit son manque d'intégrité et de caractère et son incapacité à défendre sérieusement les habitants de cette province. C'est ce que je veux et c'est ce que veulent les Terre-Neuviens.

M. le Président: A l'ordre. Je sais que le député parle avec conviction d'une question qui a beaucoup d'importance pour lui et aussi, comme les députés le savent, pour le ministre qui vient d'intervenir. Je conseille au député de ne pas exagérer et de ne pas attaquer l'intégrité, les motifs ou l'honneur d'un autre député.

M. Tobin: Monsieur le Président, je serais beaucoup plus heureux ce soir si je pouvais me joindre à mes collègues de Terre-Neuve et de la région de l'Atlantique pour défendre les intérêts de nos électeurs, comme ils nous en ont chargés, et pour obtenir réparation d'une erreur. Je préférerais de beaucoup être dans cette situation. Je n'aime pas beaucoup me retrouver dans la situation où je dois réfuter la piètre et désolante apologie d'une trahison qu'a échafaudée un collègue de Terre-Neuve. Je préférerais ne pas avoir à le faire ce soir. Les intérêts de ma région seraient servis si les députés des provinces atlantiques étaient présents et participaient au débat. C'est pour cela qu'on nous a envoyés à Ottawa.